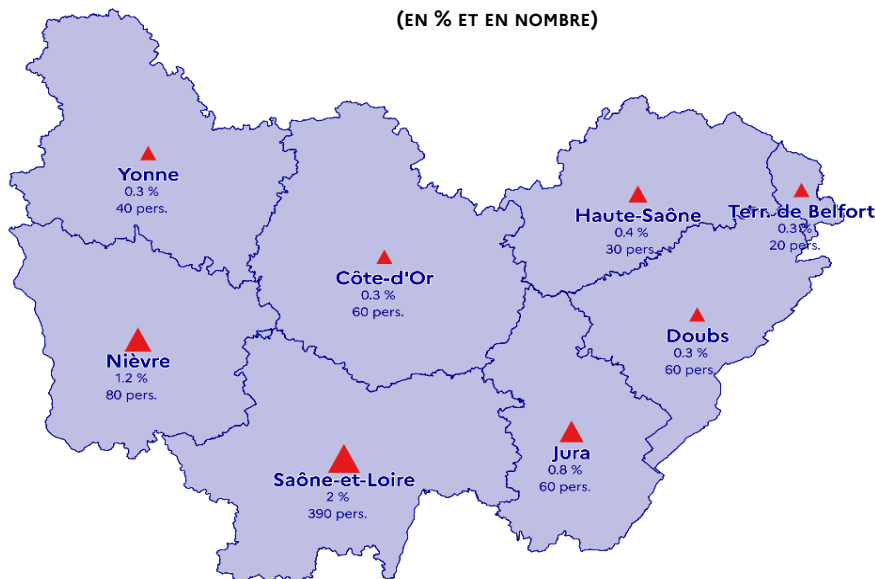


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DE LA SAÔNE-ET-LOIRE

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2023
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
+ 0,7 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2023

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **19 790** (+ 2,0 % sur un trim.)
Cat. B, C : **20 310** (- 1,4 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **40 100** (+ 0,2 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,4 % au 2^{ème} trimestre 2023
+ 0,1 pt par rapport au 1^{er} Trim. 2023
(France métropolitaine : 6,9 % ; 0,0 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

192 880 au 2^{ème} trimestre 2023
+ 0,1 % par rapport au 1^{er} Trim. 2023

● RECOURS À L'INTÉRIM

7 130 intérimaires au 2^{ème} trimestre 2023
- 1,7 % par rapport au 1^{er} Trim. 2023

Au deuxième trimestre 2023

L'emploi salarié (privé et public) est quasi-stable en Saône-et-Loire, soit 110 emplois supplémentaires par rapport au 1^{er} trimestre 2023. Hors intérim, l'emploi dans les services marchands marque le pas. Le secteur des services non marchands, plus gros employeur du département, contribue le plus à cette légère progression, suivi des activités industrielles et agricoles. La hausse est plus modérée dans le commerce. A l'inverse, l'emploi diminue dans la construction. Sur un an, l'emploi salarié progresse de 0,7 %, un rythme similaire à celui enregistré au niveau régional (+0,5 %). Le dispositif d'activité partielle est davantage mobilisé qu'au cours du 1^{er} trimestre : 72 000 heures ont été chômées et le nombre de salariés indemnisés s'élève à 900 personnes. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (environ 10 200) progresse sensiblement par rapport à l'an dernier (+0,8 %, soit +100).

Au troisième trimestre 2023

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle diminue par rapport au 2^e trimestre. Les défaillances d'entreprises augmentent fortement et menacent davantage d'emplois qu'il y a un an. Sur le marché du travail, la demande d'emploi de catégorie A s'accroît rapidement ce trimestre : +2 %, la hausse la plus importante de la région. Elle demeure cependant encore en-dessous de son niveau 2022. Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite diminue fortement (catégories BC). Au total, la demande d'emploi toutes catégories confondues est quasi-stable. Les difficultés d'insertion concernent principalement les moins de 25 ans : le nombre d'inscrits en catégorie A augmente de 3,4 %. Les inscrits de 25 à 49 ans n'ont pas non plus été épargnés (+2,4 %, cat.A). Cette dégradation touche globalement davantage les femmes que les hommes.

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Saône-et-Loire :

Données CVS-CJO

	T3 2023	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	19 790	+2,0	-1,0
Catégories B, C	20 310	-1,4	-1,3
Catégories A, B, C	40 100	+0,2	-1,1

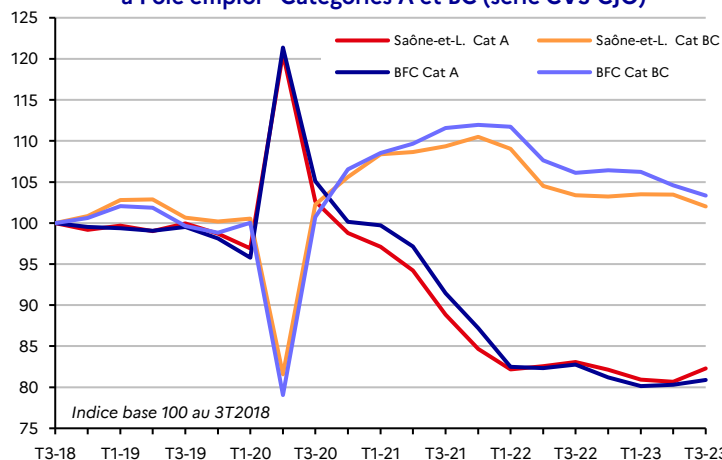
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T3 2023	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	100 300	+0,7	-2,3
Catégories B, C	94 070	-1,2	-2,6
Catégories A, B, C	194 370	-0,2	-2,4

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T3 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A					
Hommes	9 950	+1,6	-2,4	+1,2	-2,0
< 25 ans	1 390	-0,7	+0,7	+1,6	+1,6
25 - 49 ans	5 510	+3,2	-0,7	+1,1	-1,4
50 ans et plus	3 050	0,0	-6,4	+1,1	-5,0
Femmes	9 830	+2,2	+0,4	+0,3	-2,5
< 25 ans	1 360	+7,1	+3,8	+3,6	+1,8
25 - 49 ans	5 340	+1,5	+0,2	+0,1	-2,1
50 ans et plus	3 130	+1,3	-0,6	-1,1	-5,5
Total	19 790	+2,0	-1,0	+0,7	-2,3
< 25 ans	2 760	+3,4	+2,6	+2,4	+1,7
25 - 49 ans	10 850	+2,4	-0,3	+0,7	-1,7
50 ans et plus	6 180	+0,8	-3,6	0,0	-5,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T3 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	18 960	-0,2	-1,1	0,0	-1,8
< 25 ans	2 570	-1,2	+0,8	+0,5	-1,3
25 - 49 ans	11 050	+0,4	-0,3	-0,1	-1,8
50 ans et plus	5 330	-0,7	-4,0	0,0	-2,1
Femmes	21 140	+0,6	-1,1	-0,4	-3,0
< 25 ans	2 540	+2,0	-1,6	+1,0	-2,8
25 - 49 ans	11 870	+0,4	-1,1	-0,6	-3,1
50 ans et plus	6 730	+0,3	-0,9	-0,6	-2,9
Total	40 100	+0,2	-1,1	-0,2	-2,4
< 25 ans	5 120	+0,6	-0,4	+0,7	-2,1
25 - 49 ans	22 920	+0,4	-0,7	-0,4	-2,5
50 ans et plus	12 060	-0,2	-2,2	-0,3	-2,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T3 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	21 860	+0,9	+2,8	+0,3	+1,5
DELD :					
1 à 2 ans	7 720	+2,9	+3,8	+1,5	-0,6
2 à 3 ans	3 450	-2,3	-14,0	-0,9	-15,5
3 ans et plus	7 070	-3,2	-9,9	-3,4	-8,5
Total DELD	18 240	-0,5	-5,5	-0,9	-6,9
Part des DELD	45,5%	-0,3 pt	-2,1 pt	-0,3 pt	-2,1 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T2 2023	Moyenne annuelle 2023	
		2023	2022
Assurance chômage	16 580	16 970	16 510
Solidarité - Etat	1 820	1 870	2 160
Autres	440	440	440
Total DE indemnisés	18 850	19 280	19 110
Formation	1 290	1 380	1 470
Part des DE indemnisés* :			
Saône-et-Loire	45,2%		
BFC	46,4%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Saône-et-Loire			BFC	
	T3 2023	Var. annuelle en nbre	Var. annuelle en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	898	+1	+0,1	-1	0,0
Fin de mission d'intérim	359	+38	+11,7	+148	+9,1
Démission	274	+25	+9,9	+83	+6,8
Rupture conventionnelle	256	+12	+5,1	-52	-3,8
Licenc. économique	57	+7	+14,9	+19	+6,9
Autre licenciement	216	-48	-18,2	-206	-14,3
Première entrée ⁽¹⁾	235	+1	+0,6	-92	-6,4
Retour d'inactivité ⁽²⁾	855	+92	+12,1	+485	+12,4
Réinscription rapide ⁽³⁾	753	+4	+0,5	+174	+4,9
Autre motif ⁽⁴⁾	266	+31	+13,2	+73	+5,7
Motif indéterminé	373	-62	-14,3	-189	-9,8
Total	4 541	+101	+2,3	+442	+2,0

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Saône-et-Loire			BFC	
	T3 2023	Var. annuelle en nbre	Var. annuelle en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	550	+31	+5,9	-47	-1,6
Entrée en stage ou formation	460	-67	-12,8	-278	-10,5
Arrêt de recherche**	423	+8	+1,9	-19	-1,0
dont maladie	253	+9	+3,5	+21	+1,9
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	1 863	-11	-0,6	-167	-1,7
Radiation administrative	379	-8	-2,1	+83	+4,5
Autre cas ⁽²⁾	341	-5	-1,4	+132	+7,7
Total	4 016	-53	-1,3	-295	-1,4

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T3 2023	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Autun	5 240	+1,2	-2,1	48,9	13,7	31,1	10,1
Chalon-sur-Saône	5 880	+1,0	+0,5	51,4	13,4	29,9	8,2
Charolles	2 480	+3,8	+0,8	48,0	14,1	37,1	7,1
Louhans	2 010	+3,1	-3,8	50,8	12,9	33,8	6,9
Mâcon	4 180	+3,0	-0,9	48,8	15,1	28,7	8,1
Saône-et-Loire	19 790	+2,0	-1,0	49,7	13,9	31,2	8,3

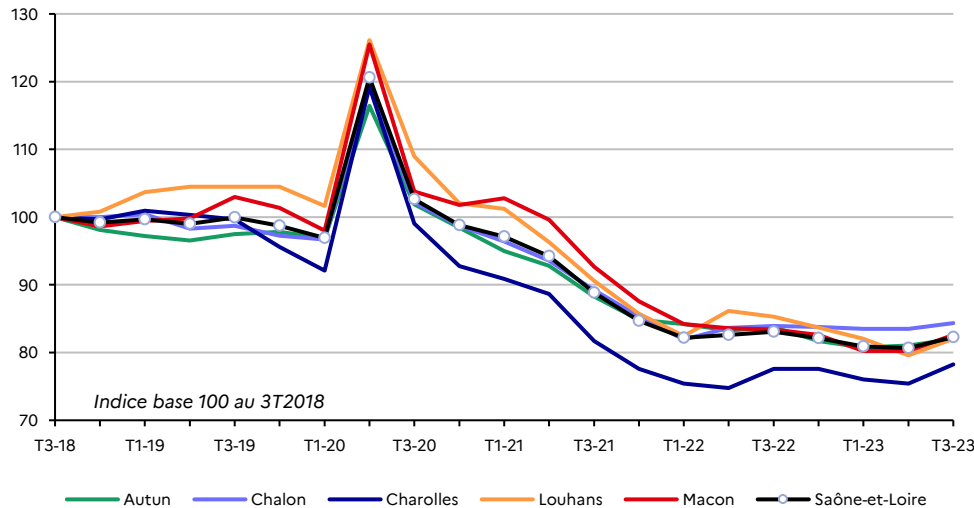
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2020

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dcrets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T3 2023	Var. (en %) sur		Plus d'un an		
		1 Trim.	1 an	T3 2023	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Autun	9 950	-0,1	-2,4	4 720	-0,4	-5,8
Chalon-sur-Saône	12 060	+0,5	+0,1	5 560	-0,2	-4,5
Charolles	5 150	+1,0	+1,4	2 290	-0,4	-3,8
Louhans	4 180	0,0	-1,9	1 800	-1,6	-8,6
Mâcon	8 770	0,0	-2,3	3 870	-0,8	-6,1
Saône-et-Loire	40 100	+0,2	-1,1	18 240	-0,5	-5,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dcrets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
940	+3,3	930	+1,1
1 170	+6,4	1 080	-7,7
500	-2,0	490	-3,9
440	+2,3	410	-6,8
960	+4,3	900	-2,2
4 010	+3,9	3 810	-4,0

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2024.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

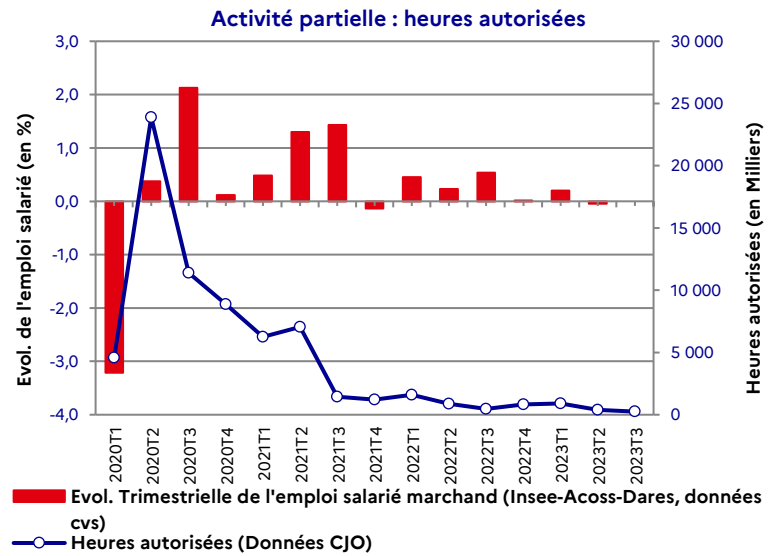
Activité partielle

Données CJO*		Saône-et-Loire	
Heures autorisées		T2 2023	T3 2023
Nombre de demandes en cours		141	82
Volume d'heures autorisées		384 788	249 710
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	286 506	211 532
	Construction	20 235	0
	Commerce	8 629	5 775
	Services	69 418	32 403
Etablissements autorisés		113	73
dont :	étabs de 50 sal. et plus	28	15
Nombre de salariés concernés**		4 168	2 724
Total heures autorisées 12 mois glissés		2 576 539	2 360 860

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



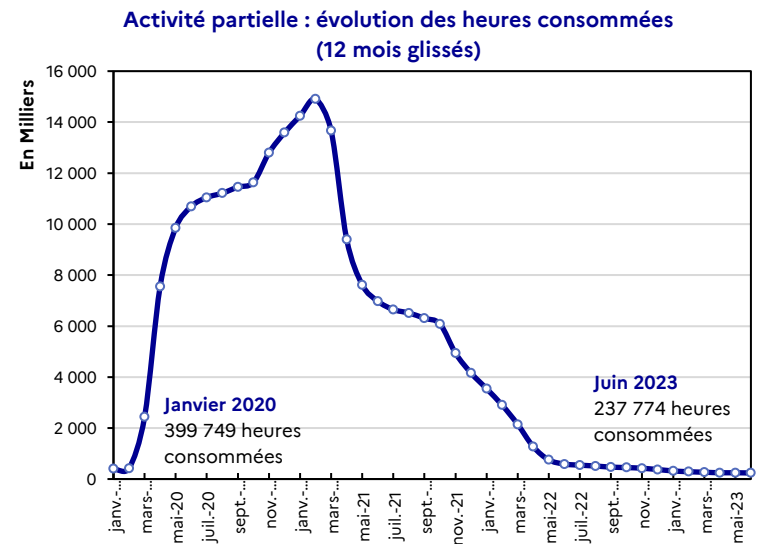
		Saône-et-Loire	
Heures consommées		T1 2023	T2 2023
Nombre d'heures consommées*		56 606	72 003
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	41 732	56 670
	Construction	1 615	1 967
	Commerce	3 831	2 292
	Services	9 428	11 074
États ayant consommé des heures		72	58
dont :	états de 50 sal. et plus	15	12
Nombre de salariés concernés**		630	902
Total heures consommées 12 mois glissés		267 543	237 774

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Créations d'entreprises

Données brutes		Saône-et-Loire	
Créations d'entreprises		T2 2023	Evol./T2 2022
		(en %)	
Nombre de créations d'entreprises		1 470	+3,4
dont :	Entreprises individuelles	215	-3,2
	Micro-entrepreneurs	946	+9,5
	Sociétés	309	-7,8
Cumul sur 12 mois glissés		5 977	+4,2
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		524	-5,9
Cumul sur 12 mois glissés		2 179	-2,4

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement : Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

		Saône-et-Loire	
Ouvertures de procédures		T3 2023	Evol./T3 2022
		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		92	+21,1
dont :	Sauvegardes	s	s
	Redressements judiciaires	24	+118,2
	Liquidations judiciaires directes	66	+8,2
Nombre d'emplois menacés		305	+108,9
dont :	Agriculture	s	s
	Industrie	75	n.s.
	Construction	35	-10,3
	Commerce	29	-56,1
	Services	165	n.s.
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		370	+9,1

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Saône-et-Loire 2 ^{ème} trimestre 2023 (Données CVS)		Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
		Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
			Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %		
Agriculture		3 500	+60	+1,7	+120	+3,6	3 540	+60	+1,7	+140	+4,0
Industrie		34 230	+60	+0,2	+80	+0,2	38 030	+40	+0,1	+220	+0,6
Industrie agro-alimentaire		6 100	0	-0,0	-90	-1,4	6 900	+70	+1,0	-30	-0,4
Industries extractives, énergie, eau, déchets		2 200	-10	-0,5	-40	-1,8	2 330	-10	-0,5	-40	-1,9
Equipements élec. électron. info., autres machines		4 440	0	-0,0	-10	-0,2	5 150	-30	-0,5	+10	+0,3
Matériels de transport		2 580	+20	+0,7	+30	+1,1	3 000	+30	+0,9	+150	+5,2
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)		18 910	+60	+0,3	+180	+1,0	20 650	-10	-0,1	+130	+0,6
Construction		11 500	-50	-0,5	+40	+0,4	12 550	-170	-1,4	-20	-0,1
Commerce ; réparation auto.		25 970	+40	+0,1	+10	+0,0	26 420	0	-0,0	-130	-0,5
Services marchands		45 440	0	+0,0	+710	+1,6	47 270	+20	+0,0	+720	+1,5
Transports et entreposage		10 890	-60	-0,6	+10	+0,1	11 780	-30	-0,3	+70	+0,6
Hébergement et restauration		6 910	-20	-0,2	+120	+1,8	6 970	-10	-0,2	+110	+1,6
Information et communication		1 320	+20	+1,4	+70	+6,0	1 330	+20	+1,3	+70	+5,9
Services financiers		3 340	-30	-0,8	+20	+0,6	3 350	-30	-0,9	+10	+0,3
Services immobiliers		1 400	-10	-0,6	-10	-0,7	1 410	-20	-1,4	-20	-1,7
Services aux entreprises		14 140	+100	+0,7	+320	+2,3	14 960	+100	+0,7	+300	+2,0
Services aux ménages		7 450	0	+0,1	+180	+2,4	7 480	0	+0,0	+190	+2,6
Services non marchands		64 890	+170	+0,3	+530	+0,8	65 070	+170	+0,3	+510	+0,8
Ensemble		185 540	+270	+0,1	+1 480	+0,8	192 880	+110	+0,1	+1 440	+0,7

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

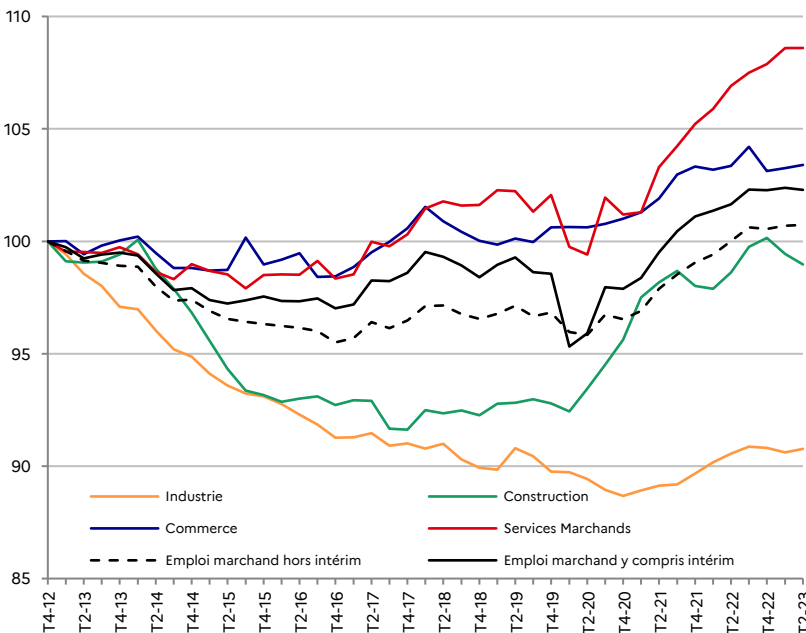
Traitement : Drets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

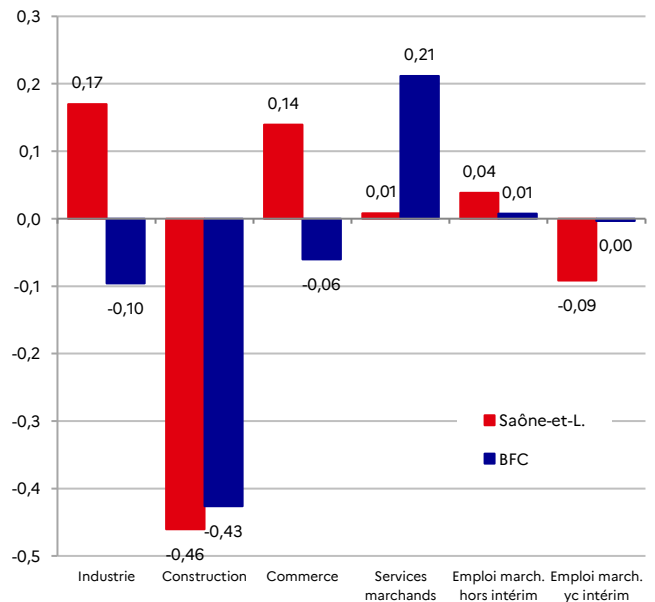
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 1^{er} et le 2^{ème} trim. 2023, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Saône-et-Loire 2 ^{ème} trimestre 2023 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	40	0,0	+76,9	1,2	+0,5	40	-20,0	+33,3	2,4	+0,4
Industrie	3 520	+0,5	+3,5	9,3	+0,3	3 500	0,0	-1,4	2,6	+0,3
Construction	1 090	-12,3	-8,4	8,7	-0,8	1 160	-7,9	+1,8	3,5	+0,2
Commerce	510	-4,2	-15,3	1,9	-0,3	530	-7,0	-19,7	1,7	+0,1
Services	1 970	+1,6	+2,1	4,1	+0,0	1 990	+2,6	-4,3	1,3	-0,1
Ensemble	7 130	-1,7	-0,2	5,6	-0,1	7 220	-1,4	-3,3	2,1	+0,1

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

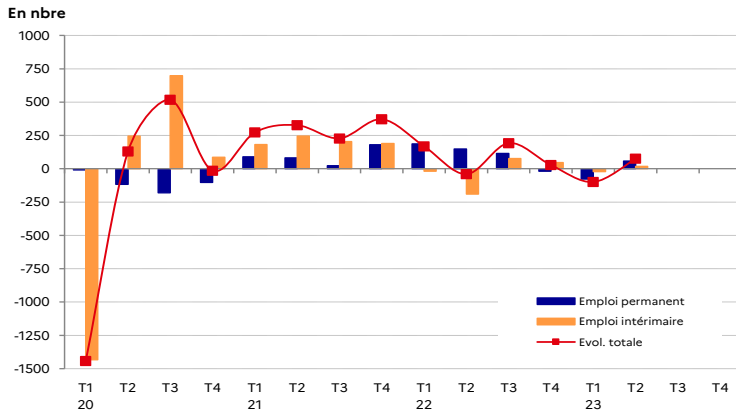
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

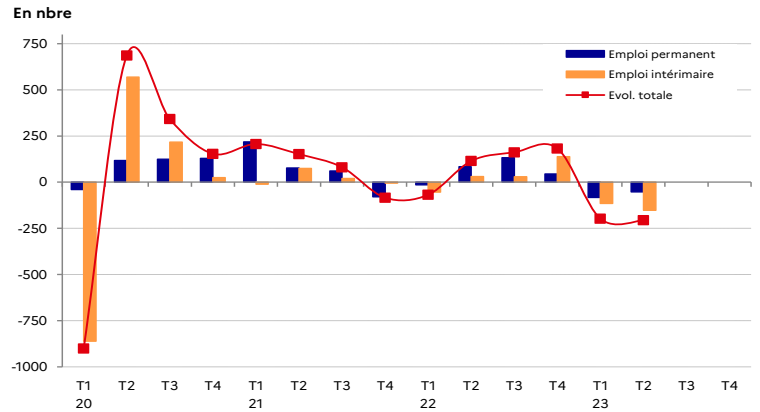
Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité

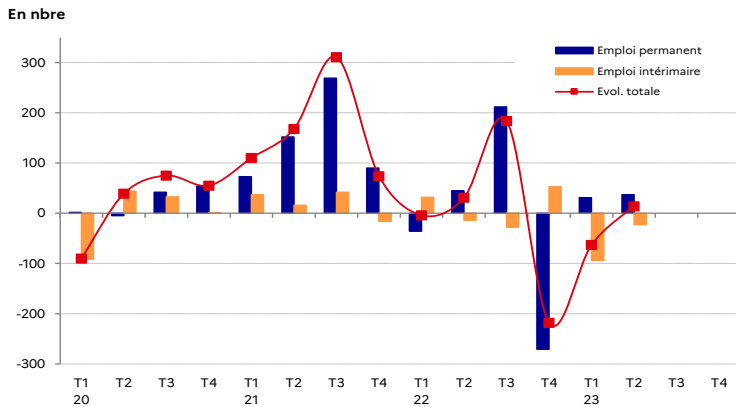
Industrie



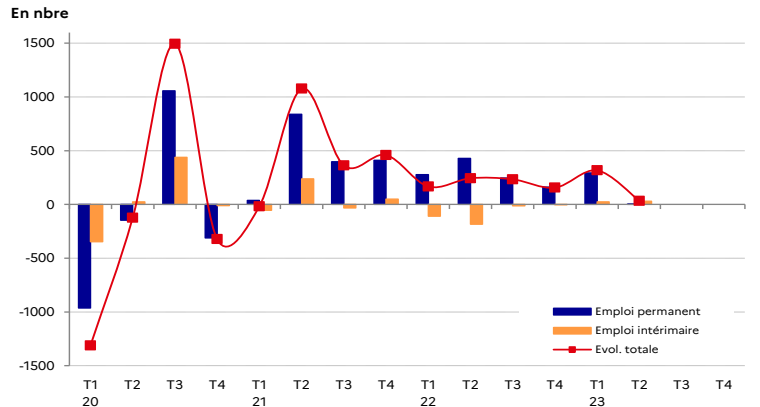
Construction



Commerce



Services



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Saône-et-Loire		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
2ème trimestre 2023						
Embauches		1 839	896	4 103	27 050	33 888
Répartition en %		5,4	2,6	12,1	79,8	100,0
dont en % :						
	CDD	51,7	47,4	71,6	89,1	83,9
	< 25 ans	32,6	32,3	50,9	25,2	28,9
	25 - 49 ans	51,2	54,2	33,3	47,7	46,3
	50 - 54 ans	6,6	5,9	5,5	9,1	8,4
	55 ans ou plus	9,7	7,6	10,3	18,0	16,4
	Femmes	38,8	10,7	58,9	63,6	60,3
Sorties		1 653	962	3 901	26 791	33 307
Répartition en %		4,9	2,8	11,5	79,1	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	29,2	26,7	53,9	84,0	76,1
	dont CDD < 1 mois	39,2	25,3	66,4	89,9	86,4
	Demissions	27,1	31,1	20,7	6,8	10,1
	Licenciements économiques	3,0	2,4	1,0	0,4	0,7
	Licenc. non économiques	11,6	12,0	7,3	2,5	3,8
	Retraite	9,3	5,7	2,5	1,2	1,9
	Ruptures Conventionnelles	7,7	10,4	4,0	1,2	2,1
	< 25 ans	23,7	27,1	43,0	23,0	25,5
	25 - 49 ans	46,9	52,6	37,3	48,3	47,1
	50 - 54 ans	7,4	5,3	5,8	9,1	8,6
	55 ans ou plus	22,1	15,0	13,8	19,5	18,9
	Femmes	37,0	11,5	59,1	63,6	60,3

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

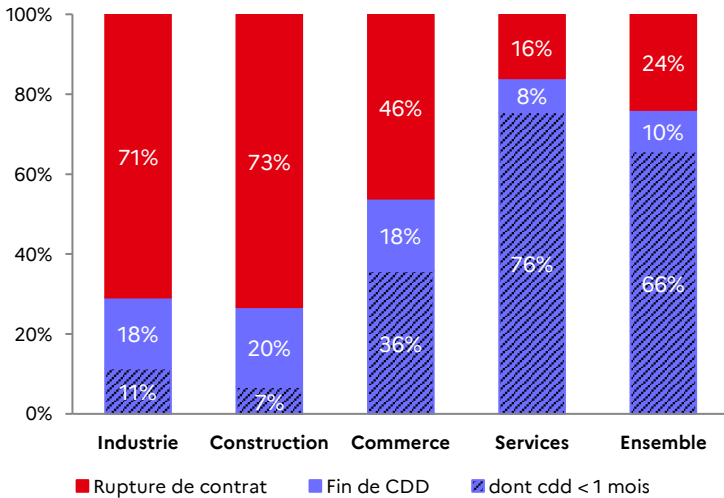
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

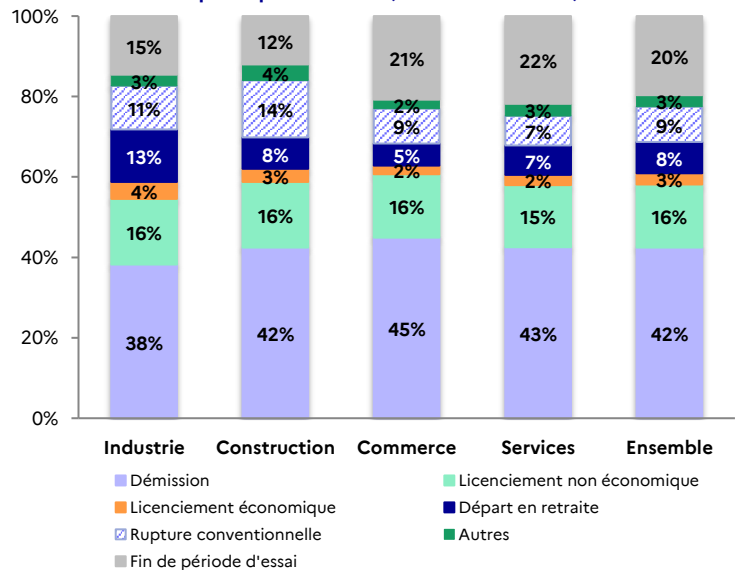
Lecture : Au 2ème trimestre 2023 parmi les embauches dans l'industrie 51,7 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 3 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,7 % tous secteurs confondus

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 36 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 38 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Saône-et-Loire		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
2ème trimestre 2023							
Actifs en emploi (en %)		10,1	57,7	14,3	17,9	52,3	30,1
Embauches		9 799	15 689	2 859	5 541	20 421	6 144
dont en % :							
	CDD	85,1	80,2	84,1	92,1	87,9	88,8
Sorties		8 486	15 690	2 850	6 281	20 078	5 310
dont en % :							
	Fins de CDD	75,8	74,6	80,0	78,5	81,2	81,4
	dont CDD < 1 mois	80,6	86,6	89,6	91,7	88,1	85,1
	Demissions	10,9	12,8	7,8	3,5	8,1	8,5
	Licenciements économiques	0,1	0,7	1,1	1,1	0,5	0,0
	Licenc. non économiques	5,3	3,5	3,3	2,6	2,7	3,3
	Retraite	0,0	0,0	0,1	9,8	1,4	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,9	3,0	2,4	1,4	1,7	0,6

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 92,1 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2019, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi frontalier

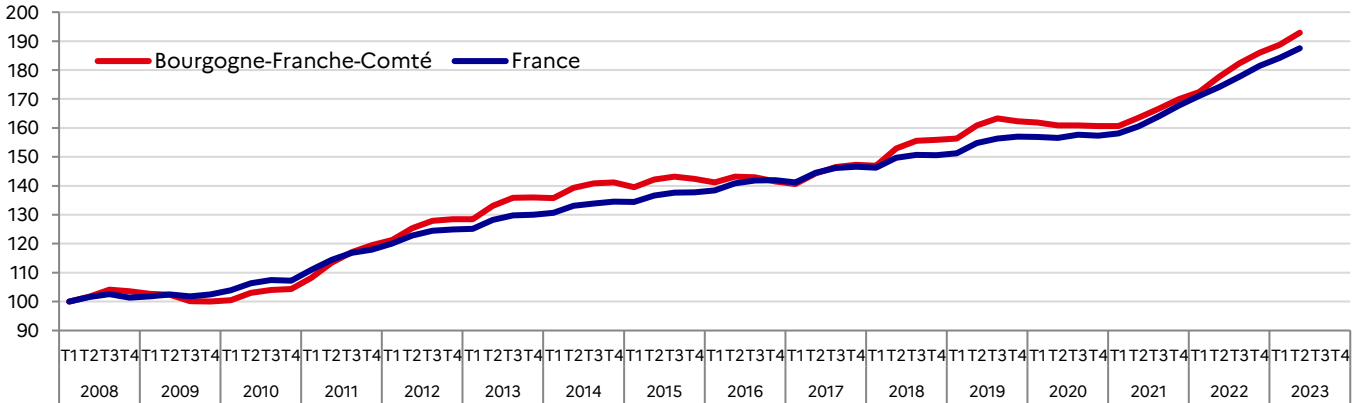
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2023	Actifs occupés RP 2020	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)					
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		
					en nbre	en %				en nbre	en %	
Côte d'Or	249 510	220 370	22,1	-0,1	+2 730	+1,3	212	0,5	+8,7	+39	+22,5	
Doubs	253 357	199 560	20,1	+0,1	+850	+0,4	32 280	71,0	+1,8	+2 252	+7,5	
Jura	116 657	87 870	8,8	+0,1	+240	+0,3	7 628	16,8	+2,8	+673	+9,7	
Nièvre	80 740	64 510	6,5	+0,2	+40	+0,1	18	0,0	+12,5	+2	+12,5	
Haute-Saône	104 863	69 610	7,0	-0,4	+130	+0,2	681	1,5	+6,4	+98	+16,8	
Saône-et-Loire	238 970	192 880	19,4	+0,1	+1 440	+0,7	227	0,5	+4,6	+19	+9,1	
Yonne	145 687	110 280	11,1	-0,1	-180	-0,2	25	0,1	-3,8	-1	-3,8	
Territoire de Belfort	64 451	49 900	5,0	-0,0	+30	+0,1	4 404	9,7	+3,2	+502	+12,9	
BFC	1 254 237	994 980	100,0	-0,0	+5 270	+0,5	45 475	100,0	+2,2	+3 584	+8,6	

Sources : INSEE - RP 2020; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

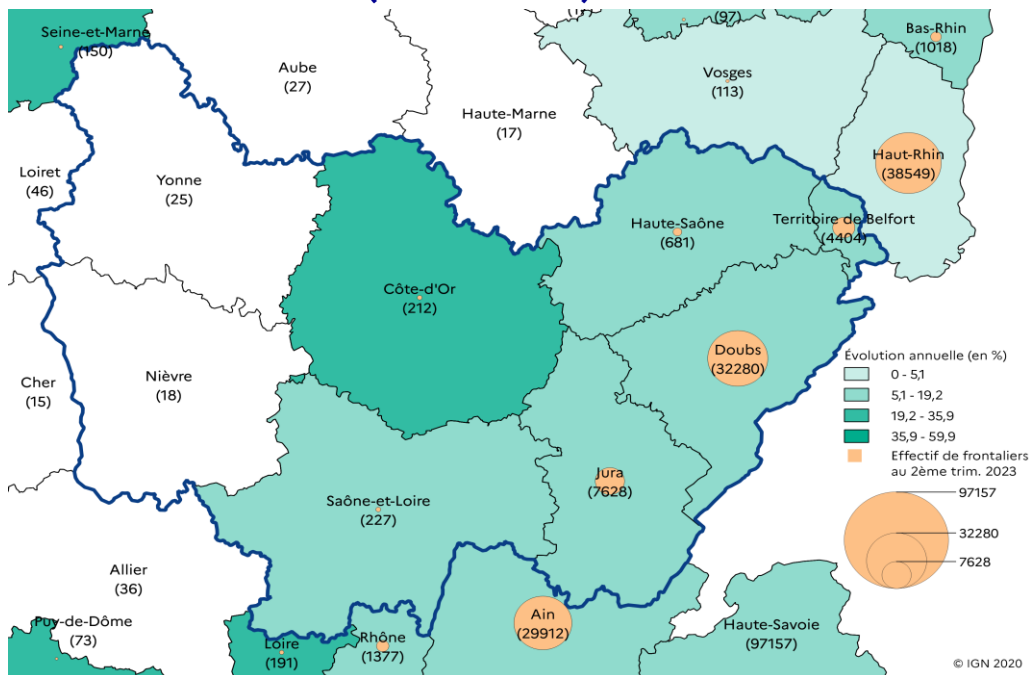
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 7,5 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 32 280 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Saône-et-Loire			BFC
	T3 2023	Cumul 2023	Var.(%)/ cumul 22	Var.(%)/ cumul 2022
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	103	396	-24,1	-12,9
jeunes	32	130	-0,3	-0,2
seniors	28	122	-	-
bénéficiaires RSA	12	43	-	-
DELD	59	211	-	-
TH	21	77	-	-
résidents QPV	6	20	-41,2	-26,3
résidents ZRR	43	227	-23,8	-17,3
éducation nationale	12	23	-11,5	-26,3
CIE Jeunes	49	225	-20,2	-19,3
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	499	1 571	+1,8	+13,0
dt résidents QPV	60	164	+22,4	+25,2
CEJ*	595	1 744	+22,2	+15,4
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	15	72	-33,9	-3,2
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 2T2023)				
- secteur public	s	s	s	-9,1
- secteur privé	152	421	+26,4	+11,3

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 39

s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T1 2023	Cumul 2023	Var.(%)/ cumul 2022
Côte d'Or	386	386	-5,4
Doubs	404	404	-12,0
Jura	286	286	-5,6
Nièvre	188	188	-6,9
Haute-Saône	157	157	-26,6
Saône-et-Loire	447	447	-11,3
Yonne	373	373	-6,5
Territoire de Belfort	135	135	-16,1
BFC	2 376	2 376	-10,3

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de

Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Saône-et-Loire		BFC
	T3 2023	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	303	-26,2	-22,0
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	2 518	-29,1	-31,4
CEJ*	840	+59,3	+47,0
IAE (au 1T 2023)	1 496	-2,6	-1,3

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2023 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 1T 2023)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 727	-1,5	38 953	+4,8	8 757	+2,9	1 503	-12,3
Doubs	12 443	-1,0	34 140	+2,5	10 357	+0,3	1 647	-15,3
Jura	3 547	-3,0	16 170	+4,8	5 413	+3,6	613	-22,4
Nièvre	5 620	-1,5	13 853	+2,2	6 377	+1,5	747	-15,8
Haute-Saône	3 960	-3,6	15 560	+2,7	5 687	+4,7	927	-12,3
Saône-et-Loire	10 163	+0,8	37 793	+3,6	12 180	+3,6	1 907	-13,3
Yonne	8 690	-1,8	23 310	+0,7	7 723	+0,5	1 167	-17,1
Territoire de Belfort	4 247	-1,9	9 853	+1,3	2 467	+3,4	630	-16,7
BFC	58 397	-1,3	189 632	+3,1	58 961	+2,3	9 141	-15,0

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

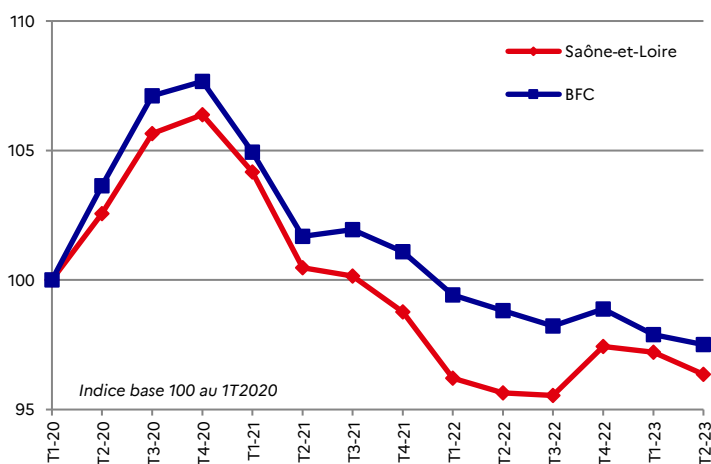
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

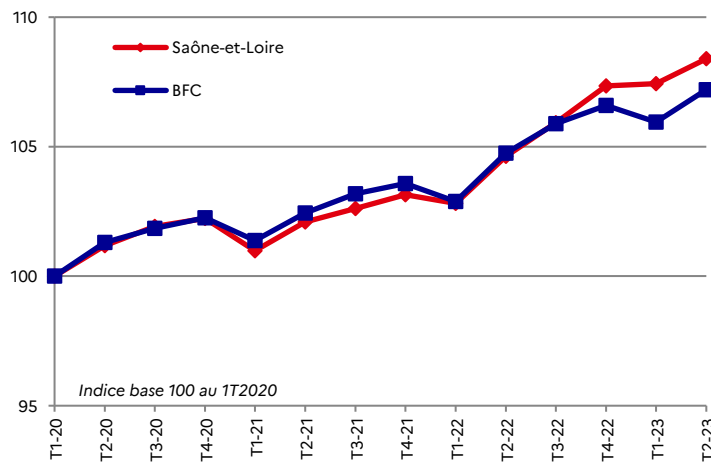
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

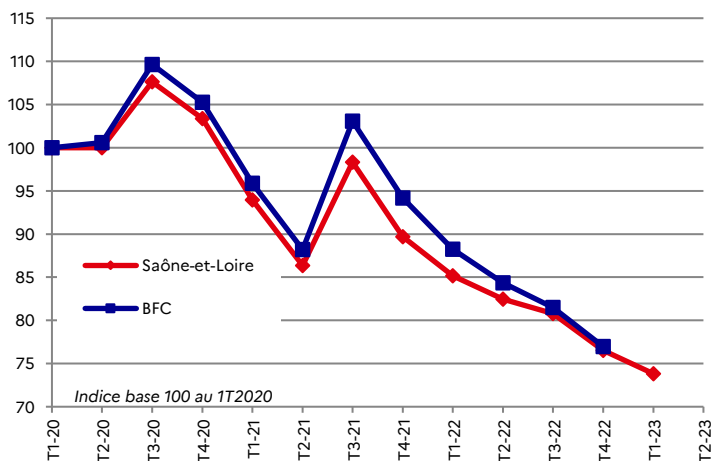
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

